

VENEZUELA

Le «chavisme», à nouveau soumis au vote par référendum

Quelque 17 millions de Vénézuéliens votaient hier par référendum sur un amendement à la Constitution qui rendrait notamment possible la réélection du président socialiste Hugo Chavez.

Le texte soumis aux électeurs modifie cinq articles de la Constitution en permettant que président, maires, députés et gouverneurs puissent se représenter autant de fois qu'ils le souhaitent. La règle actuelle n'autorise pas plus de deux mandats consécutifs. «Ma confiance en la victoire est infiniment plus grande que le 1^{er} décembre 2007», a déclaré samedi Hugo Chavez. Le 2 décembre 2007, les Vénézuéliens avaient rejeté une vaste réforme de la Constitution d'inspiration socialiste qui prévoyait aussi la possibilité de ré-élire le président au-delà de deux mandats de six ans, comme le prévoit le texte actuel.

Si l'amendement était approuvé, a argumenté le chef de l'Etat élu en 1998 et réélu en 2006, «le gouvernement sera renforcé» pour poursuivre sa révolution bolivarienne. Au petit matin, les électeurs ont été réveillés par des clairons, pour les inviter à sortir de chez eux. Des pétards et des feux d'artifices ont aussi marqué, dans la capitale, le début du scrutin, ouvert à 6h (10h GMT) et qui devait être clos à 18h (22h30 GMT). Selon les instituts de sondage, l'issue du référendum est incertaine, le nombre d'indécis étant particulièrement élevé. Le chef de l'Etat a été omniprésent durant la campagne d'un



Les électeurs sont consultés pour la 5^e fois par référendum depuis l'arrivée de Hugo Chavez.

mois qui a précédé le scrutin, centrée sur son bilan. «Chavez si», lisait-on sur de nombreuses affiches collées dans la capitale. «Non à la réélection illimitée», répondaient les pancartes de l'opposition, qui dénoncent aussi la «corruption», «l'inflation» ou encore la misère.

Avant Hugo Chavez, «ce peuple était à la dérive, l'argent rentrait et on ne voyait aucun résultat, maintenant il sert à aider les gens», a déclaré à l'AFP Ana Llamuca, une électrice de Caracas favorable au «oui». «Nous voulons du changement. Il y a de plus en plus d'insécurité», a dénoncé pour sa part à voix basse Karelis Villarroel, évoquant un thème large-

ment exploité par l'opposition, et sans quitter du regard une moto transportant deux partisans d'Hugo Chavez agitant des drapeaux rouges, la couleur de son mouvement. Le maire d'opposition de Caracas, Antonio Ledezma, a pour sa part évoqué quelques «difficultés», dénonçant notamment les rondes de camionnettes munies de haut-parleurs qui feraient «ouvertement campagne pour une tendance». La campagne s'était achevée sur une note polémique avec l'expulsion vendredi soir d'un député espagnol au Parlement européen, Luis Herrero, pour avoir traité Hugo Chavez de «dictateur». Ce dernier a déclaré hier qu'il ne retirerait «pas une virgule» de ce qu'il avait affirmé.

Les électeurs sont consultés pour la cinquième fois par référendum depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez. Le vote intervient dans un contexte économique assombri par la crise financière mondiale et la chute des cours de l'or noir, qui a alimenté jusqu'à 70% du budget du Venezuela. L'inflation a dépassé les 30% en 2008, et la croissance est passée de 8,4% en 2007 à 4,9% en 2008.

Le scrutin intervient aussi près de trois mois après des élections régionales et municipales marquées par un recul du chavisme, qui a perdu trois Etats et la mairie de Caracas. Les partisans de Chavez ont cependant conservé 17 Etats sur 23 et gardé un avantage numérique (5,5 millions de voix contre 4,5 pour l'opposition).

ZIMBABWE

Mugabe propriétaire d'une luxueuse villa à Hong Kong, selon un journal

Le président du Zimbabwe Robert Mugabe et son épouse Grace, dont le pays connaît une gravissime crise économique, ont acheté en secret une propriété de 4 millions de livres à Hong Kong, affirme hier le journal britannique *Sunday Times*. Cette luxueuse villa est située dans un complexe résidentiel de Hong Kong, dans le district de Tai Po, indique le journal, qui a mené une vaste enquête sur les intérêts financiers des époux Mugabe en Asie. Protégés des regards derrière de hauts murs d'enceinte sur une colline verdoyante du nord de Hong Kong, ses heureux résidents peuvent y profiter de vastes jardins, d'un club house et d'une piscine.

D'une valeur de 4 millions de livres (4,5 millions d'euros), la maison a été acquise en juin 2008 par un intermédiaire, Hsieh Ping-Sung (surnommé «Jack» par M^{me} Mugabe), détenteur d'un passeport sud-africain, au nom d'une société écran, Cross Global, précise le *Sunday Times*. Il s'agit de la première propriété des Mugabe identifiée en Asie du Sud-Est, où le couple présidentiel a l'habitude de passer de luxueuses vacances dans les plus grands hôtels de la région, selon le journal britannique, qui ne cite aucune de ses sources. M^{me} Mugabe aurait dépensé pour 55 000 livres de statuettes de marbre lors d'un séjour au Vietnam, ou 8 700 livres en achats de sacs à main, selon le journal. Le couple présidentiel a ainsi tissé au cours de ses voyages un important réseau financier dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est à Hong Kong, Singapour, en Malaisie, au Vietnam et en Thaïlande, affirme encore le *Sunday Times*. M^{me} Mugabe travaillerait également à la création d'une société privée, basée à Hong Kong et spécialisée dans le diamant, avec un centre de taille des gemmes à Qingdao, sur la côte-est chinoise, toujours d'après le journal. Le dernier voyage de Grace Mugabe à Hong Kong en janvier avait notamment pour but de préparer un éventuel exil pour le chef de l'Etat zimbabwéen et ses proches, affirme l'hebdomadaire britannique, faisant état de millions de dollars détournés vers des banques asiatiques. Deux journalistes du *Sunday Times* ont été agressés vendredi alors qu'ils travaillaient sur cette enquête, a indiqué hier l'un d'eux à l'AFP, le photographe Tim O'Rourke. Tous deux s'étaient rendus à la villa des Mugabe pour y remettre un courrier au nom de leur journal. Ils y ont été reçus par deux hommes et une femme noirs, qui les ont agressés au moment M. O'Rourke a commencé à prendre des photos. Une plainte a été déposée auprès de la police de Hong Kong, qui a entendu les trois occupants de la villa. Dirigé d'une main de fer depuis l'indépendance en 1980 par le président Mugabe (85 ans fin février), le Zimbabwe, ancienne colonie britannique, connaît une crise politique, économique et humanitaire sans précédent. L'hyperinflation se chiffre en milliards de pour cent et l'appareil de production est en ruines. Plus de la moitié de la population survit grâce à l'aide alimentaire venue de l'étranger. Le chômage frappe 94% des adultes et une épidémie de choléra, qui se propage sur les ruines des systèmes d'eau et d'assainissement, a fait plus de 3 500 morts depuis août.